

Gaza, un patrimoine universel

Gaza. Ce territoire de 365 km², qui connaît une extrême densité de population et de bâti, atteint depuis le 7 octobre 2023 un niveau de destruction exceptionnel. Son patrimoine architectural et historique risque d'être partiellement ou totalement anéanti.

Entretien avec Fabrice Virgili, directeur de recherche, membre du laboratoire Sirice⁽¹⁾.

Vous êtes porteur du projet « Gaza histoire : inventaire d'un patrimoine bombardé »⁽²⁾. Quel contexte vous a conduit à mettre en place ce projet ?

Au début de l'année 2024, après trois mois d'offensive militaire israélienne, de nombreux indices montraient que les dommages infligés au patrimoine historique de Gaza ne pouvaient plus être caractérisés de « collatéraux ». La liste, déjà publiée par l'Unesco (voir encadré p. 53), inventoriait des noms de sites, mais celle-ci demeurait bien abstraite à qui ne connaissait pas parfaitement Gaza. Par ailleurs, la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche, à quelques rares exceptions, paraissait tétanisée face aux événements qui se déroulaient alors dans le territoire palestinien.

Nous (voir encadré ci-dessous) avons été alors quelques-uns, historiennes et historiens, géographes, archéologues, politistes, sociologues, anthropologues, spécialistes des conflits et des traces de guerre, à vouloir mettre à profit notre expertise pour faire l'inventaire des destructions en cours. Nous voulions faire notre métier, c'est-à-dire d'abord renseigner l'histoire de chacun de ces lieux, trouver une iconographie d'avant la destruction, fournir les références archivistiques et bibliographiques adéquates ; et montrer combien Gaza n'était ni une zone désertique, ni un lieu sans histoire, mais bien au contraire le résultat d'une accumulation riche de cinq-mille ans d'histoire.

D'emblée, ce travail d'histoire devait s'accompagner d'une réflexion sur ce qui fait patrimoine et la place de celui-ci dans une reconstruction à venir. Aussi nous souhaitons renseigner chaque fois que cela est possible de l'évolution de ces destructions pour chaque site. Difficulté majeure du fait des successions d'atteinte

« Nous voulions d'abord renseigner l'histoire de chacun de ces lieux, trouver une iconographie d'avant la destruction, fournir les références archivistiques et bibliographiques adéquates ; et montrer combien Gaza n'était ni une zone désertique, ni un lieu sans histoire, mais bien au contraire le résultat d'une accumulation riche de cinq-mille ans d'histoire. »

à ces biens : bombardements, action des blindés, destruction à l'explosif ou au bulldozer. Puis notre inventaire, nous l'espérons, sera aussi celui de la reconstruction : que reconstruire ? A « l'identique », ou selon de nouveaux projets ? Avec quels financements, et quelle participation des populations ? Ces questions sont les mêmes que celles posées lors de conflits précédents au Moyen-Orient – la ville de Gaza, en grande partie détruite par l'armée britannique en 1917, fut reconstruite dans les années 1920 – et au cours de tous les après-guerres. Les Palestiniennes et Palestiniens tiennent autant que d'autres à leur patrimoine.

En nous fondant sur les listes fournies par l'Unesco et l'International Council on Monuments and Sites (Cicomas), en actualisant ces données et en travaillant en collaboration avec d'autres projets en cours (par exemple le programme « Intiqâl » de l'ONG Première urgence internationale), nous proposons à la communauté scientifique comme à un large public un inventaire de chacun de ces sites aujourd'hui détruits ou endommagés. La préservation de ce patrimoine par la reconstruction, restauration ou mémorialisation sera essentielle à l'avenir de la Palestine.

Hommage à Eric Denis

A l'initiative du projet « Gaza histoire » se trouvaient Malika Rahal (IHTP), Eric Denis (Géographie-cités) et moi-même. Eric, directeur de recherche au CNRS, spécialiste reconnu de l'urbanisation de l'Inde, ainsi que de l'Egypte et du Soudan, est décédé en mer le 20 août dernier. Son enthousiasme, son humanisme et ses qualités d'animation de la recherche nous manqueront, mais nous poursuivrons ce projet collectif qui est donc aussi le sien.

Voir <https://geographie-cites.cnrs.fr/disparition-eric-denis/>.

F. V.

(1) Sirice (Sorbonne, identités, relations internationales et civilisations de l'Europe), université Paris 1, CNRS/INSHS.

(2) <https://gazahistoire.hypotheses.org/>.

(3) « Sorb'Rising », en anglais « For a Responsible & Impactful university in Humanities and Social sciences: internal transformation meets International challeNGes » (en français : « Pour une université de sciences humaines et sociales responsable et influente : la transformation interne au service des grands défis internationaux »). Voir www.pantheon-sorbonne.fr/universite/projets/projet-sorbrising.

(4) Institut de recherche pour le développement.

(5) Respectivement : Agence universitaire de la francophonie, Alliance universitaire européenne, Union des universités de la Méditerranée.

sel en voie de **disparition**

Traiter aujourd’hui de la Palestine et en particulier de Gaza dans les universités françaises est souvent difficile, voire impossible. Avez-vous rencontré des difficultés ? De quels soutiens ce projet a-t-il pu bénéficier ?

J'évoquais plus haut combien le milieu semblait tétanisé. Une chape de plomb semblait s'être abattue sur l'université. Il y a eu des menaces de sanctions et des sanctions, des accusations d'antisémitisme, des interdictions de réunions publiques à propos desquelles la LDH a pu justement prendre position ; mais aussi, probablement, la crainte de fractures profondes, professionnelles et aussi amicales entre collègues, fragilisant le collectif qui est celui de nos laboratoires.

Au-delà des engagements de chacun, notre choix a été de constituer un réseau, d'abord de manière informelle, autour des compétences de chacun, pour réaliser les fiches de cet inventaire, et pour en établir, grâce à nos collègues de géographie, une cartographie interactive exceptionnelle, afin que ce travail soit le plus rapidement en ligne et en libre accès.

Avec l'ampleur prise par notre projet, il devenait indispensable de trouver un financement et un appui institutionnel. Nous avions au tout début du projet le soutien de trois de nos laboratoires installés sur le campus Condorcet : Géographie-cités, Sorbonne, identités, relations internationales et civilisations de l'Europe, l'Institut d'histoire du temps présent. Puis nous avons répondu avec succès à un appel à projet « Sorb'Rising »⁽³⁾, programme mis en œuvre par l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, en partenariat avec le CNRS et l'IRD⁽⁴⁾, et avec le soutien d'institutions et de réseaux internationaux (AUF, Una Europa, Unimed)⁽⁵⁾. Ce financement sur deux ans nous permet d'assurer la réalisation

« La préservation du patrimoine par la reconstruction, restauration ou mémorialisat^{ion} sera essentielle à l'avenir de la Palestine. Mais que reconstruire à Gaza ? A "l'identique", ou selon de nouveaux projets ? Avec quels financements, et quelle participation des populations ? Les Palestiniennes et Palestiniens tiennent autant que d'autres à leur patrimoine. »

de l'inventaire, qui reste la priorité – nous avons à ce jour encore la moitié des sites inventoriés à renseigner –, de donner lieu à de nouveaux développements, en particulier à l'international, et, espérons-le, à une version bilingue du site, enfin d'envisager la pérennité de ce travail mené dans une logique de science ouverte, c'est-à-dire accessible au plus grand nombre et gratuitement.

En mars 2025 nous avons pris toute notre place à l'occasion du « Printemps des humanités » du campus Condorcet à Aubervilliers, dont le thème générique était « Universel(s) ? ». Nous avons organisé une table-ronde « Gaza, un patrimoine universel », avec Elias Sanbar, ancien ambassadeur et délégué permanent de la Palestine auprès de l'Unesco, et René Elter, archéologue, directeur du programme scientifique et de préservation du monastère de Saint-Hilarion, à Gaza. Au même moment était aussi organisé un atelier mosaïque auquel près de quatre-vingts personnes ont

Les dommages subis répertoriés par l'Unesco

Ce que le public ignore souvent, c'est que Gaza est une terre d'histoire, comptant des sites philistins, hellénistiques, romains, islamiques, ottomans, ou de la période mandataire, où de nombreuses équipes de recherche du monde entier se sont relayées, ont collaboré pour mettre à jour des trésors parfois enfouis.

L'Unesco a rapidement pris l'initiative d'établir une évaluation des dommages subis à Gaza. Lors de la dernière mise à jour du 28 mai 2025, 110 sites étaient répertoriés comme ayant subi des dommages, parmi lesquels « 13 sites religieux, 77 bâtiments d'intérêt historique et/ou artistique, 3 dépôts de biens culturels mobiliers, 9 monuments, 1 musée et 7 sites archéologiques ». Par ailleurs, en juillet 2024, l'agence avait inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité le site archéologique du monastère de Saint-Hilarion (IV^e siècle) – le premier pour Gaza, le cinquième pour l'Etat de Palestine. Dans le prolongement de la convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels

en cas de conflit armé, l'Unesco s'est fixé une mission de « recommandation concernant la protection sur le plan national du patrimoine culturel et naturel », par une convention adoptée en 1972.

A ce jour, et à l'exception de la brève trêve, de mi-janvier à mi-mars 2024, l'essentiel des évaluations sont menées à distance avec les images fournies par le Centre des Nations unies pour les satellites (Unosat), organisme rattaché à l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar). Les satellites analysent régulièrement le territoire gazaoui, ce qui permet une évaluation des dommages et des destructions de structures dans cette zone.

Ainsi, sur la base d'images recueillies le 8 juillet 2025, l'Unosat a identifié 102 067 structures détruites (70 436 en février), sur un total de 192 812 structures plus ou moins touchées (174 486 en février), soit environ 78 % de l'ensemble des structures de la bande de Gaza (<https://unosat.org>).

F. V.



© FADEL AL-UOL



La plus connue des mosquées de Gaza (al-Umari) fut, dès la conquête arabe au VII^e, un lieu de culte, puis une église, lors de l'occupation croisée au XII^e siècle, avant de redevenir une mosquée, restaurée, et agrandie du XIII^e au XVIII^e siècle. Le minaret détruit par un tremblement de terre en 1788, puis par les Britanniques en 1917 et les Israéliens en 2014, a été à nouveau mis à terre dès les premiers jours de l'offensive israélienne.

Ici en novembre 2022 et en février 2025.

«De nombreux cimetières, ceux où les familles gazaouies enterraient les leurs, ont été détruits, victimes du passage des chars et de retournements au bulldozer. Leur inventaire est plus complexe mais nous comptons également nous y employer, tant effacer les tombes, disperser les dépouilles paraît l'acmé de l'effacement d'une société, de son histoire.»

participé, reproduisant un détail du pavement dit «Au semis d'heuderae», du monastère de Saint-Hilarion-Tell Umm 'Amr. Cette mosaïque, inaugurée en juin dernier, est visible au campus (voir photos). Nous avons également été associés, pour la cartographie, à l'exposition organisée par l'Institut du monde arabe, «Trésors sauvés de Gaza - 5 000 ans d'histoire», qui a été prolongée jusqu'au 2 novembre 2025⁽⁶⁾.

Nous espérons désormais élargir notre approche au patrimoine immatériel, en particulier avec le collectif Hawaf⁽⁷⁾, et aux livres très largement détruits ou sous les décombres. L'idée est de discuter avec la BNF, l'Humathèque, la bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, autour d'un projet «Reading in Gaza».

Les chercheuses et chercheurs impliqués dans ce projet semblent appartenir principalement à des équipes françaises. Des homologues palestiniennes et palestiniens ont-elles et ils été associés ?

La formation de cette équipe s'est d'abord faite de manière informelle, par le voisinage, sur le campus Condorcet, puis par le bouche-à-oreille, en s'étendant à des collègues d'autres universités et institutions de recherche, en France principalement. Rapidement, des collègues palestiniens nous ont rejoints. Grâce à l'Institut français du Proche-Orient, nous avons établi un partenariat avec l'université palestinienne de Birzeit, en Cisjordanie. Une dizaine de leurs étudiantes et étudiants, encadrés par leurs enseignants, travaillent actuellement sur des fiches de l'inventaire. Nos liens avec le programme «Intiqâl» cité plus haut, de Première urgence internationale, sont également précieux. Cette action, coordonnée par notre collègue René Elter, a consisté à former une quarantaine de jeunes archéologues gazaouis qui travaillaient sur plusieurs sites archéologiques de grande importance avant octobre 2023. Elles et ils sont prêts à intervenir, comme ils l'ont fait lors de la trêve de début 2024, pour protéger et mettre en valeur cette partie du patrimoine le plus ancien de Gaza.

riat avec l'université palestinienne de Birzeit, en Cisjordanie. Une dizaine de leurs étudiantes et étudiants, encadrés par leurs enseignants, travaillent actuellement sur des fiches de l'inventaire. Nos liens avec le programme «Intiqâl» cité plus haut, de Première urgence internationale, sont également précieux. Cette action, coordonnée par notre collègue René Elter, a consisté à former une quarantaine de jeunes archéologues gazaouis qui travaillaient sur plusieurs sites archéologiques de grande importance avant octobre 2023. Elles et ils sont prêts à intervenir, comme ils l'ont fait lors de la trêve de début 2024, pour protéger et mettre en valeur cette partie du patrimoine le plus ancien de Gaza.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les lieux qui sont suivis, nombre, type ?

A la rentrée de septembre 2025, le nombre de lieux patrimoniaux palestiniens qui figurent sur notre liste est d'un peu plus d'une centaine⁽⁸⁾. Ce sont d'abord ceux qui ont été désignés comme tels par l'Unesco; puis des sites de fouilles archéologiques, des plus anciens comme Tell es-Sakan et Tell al-Ajul, qui datent du III^e millénaire avant notre ère, à ceux de la période hellénistique, comme Tell Zurob, et de la période romaine, avec l'exceptionnelle nécropole de

(6) Ecouter le podcast France Culture/Radio France du 23 mai 2025: www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-entretien-archeologique/que-reste-t-il-du-patrimoine-de-gaza-6258346.

(7) Collectif pluridisciplinaire créé par des artistes, architectes, développeurs et penseurs gazaouis et français, réunis autour de l'idée de renforcer une communauté afin de construire un musée à Gaza.

(8) La liste et l'état de ces sites sont disponibles sur <https://gazahistoire.hypotheses.org>.

(9) Informations issues de la Plateforme d'exploration des systèmes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation à l'international, «CurieXplore», du gouvernement français (<https://curiexplore.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pays/PSE/enseignement-sup>). Le site précise: «En 2019-2020, on comptait 217 645 étudiants en Palestine, dont 133 765 femmes (61%), soit l'un des taux de féminisation les plus importants du monde arabe.»

(10) Toujours disponibles en ligne sur Sorbonne TV: <https://sorbonne-tv.pantheon-sorbonne.fr>.

(11) <https://gazahistoire.hypotheses.org/8358> (pour les médias), et <https://gazahistoire.hypotheses.org/7118> (pour les podcasts et vidéos).



Apposée sur le cours des Humanités du campus Condorcet à Aubervilliers, la reproduction d'un détail de la mosaïque dite « Au semis d'heuderae », du monastère de Saint-Hilarion, s'inscrit dans le cadre du projet « Gaza histoire : inventaire d'un patrimoine bombardé ». Près de quatre-vingts personnes ont participé à sa réalisation. Ci-dessus la mosaïque d'origine et, à droite, sa reproduction inaugurée le 5 juin 2025.

pole d'Ard-al-Moharbeen ou les restes du port d'Anthédon ; mais aussi des sites ecclésiastiques byzantins, avec le site du monastère encore intact de Saint-Hilarion, déjà cité, ou celui au contraire gravement endommagé de Mukhaytim-Jabaliyà. Pour les périodes suivantes, qu'elles soient islamique, mamelouke ou ottomane, c'est dans l'ensemble du bâti que l'on peut observer l'importance du patrimoine : marchés, bains, palais, et, bien entendu, établissement religieux comme la grande mosquée al-Umari. La plus connue des mosquées de Gaza fut, dès la conquête arabe au VII^e, un lieu de culte, puis une église, lors de l'occupation croisée au XII^e siècle, avant de redevenir une mosquée, restaurée, embellie et agrandie du XIII^e au XVIII^e siècle. Le minaret détruit successivement par un tremblement de terre en 1788, puis par les Britanniques en 1917 et les Israéliens en 2014, est à nouveau mis à terre dès les premiers jours de l'offensive israélienne en octobre 2023 (voir photos). Mais le patrimoine ne concerne pas que les « vieilles pierres » : deux cinémas témoignent d'un véritable âge d'or du 7^e art en Palestine ; des bâtiments publics comme ceux de la municipalité, des archives, de la bibliothèque, sont aujourd'hui en ruine.

A tous ces sites nous avons souhaité ajouter les universités, car Gaza est riche de son corps enseignant et de ses étudiantes et étudiants. Elles et ils étaient 220 000 à être inscrits en 2023 dans

« En 2001, lorsque les talibans au pouvoir en Afghanistan ont décidé de détruire les statues géantes de bouddhas à Bamiyan, ce fut un tollé général et il en fut de même lors de la destruction de la cité de Palmyre en Syrie, par l'Etat islamique. Nous aimerais que le même écho soit donné aux destructions à Gaza. »



les universités palestiniennes⁽⁹⁾, dont 90 000 dans celles de la bande de Gaza, désormais toutes très gravement endommagées, quand ce n'est pas totalement détruites. Elles viennent s'ajouter à notre inventaire. Enfin, de nombreux cimetières, ceux où les familles gazaouies enterraient les leurs, ont été détruits, victimes du passage des chars et de retournements au bulldozer. Nombreux et disséminés dans tout le territoire, leur inventaire est plus complexe mais nous comptons également nous y employer, tant effacer les tombes, disperser les dépouilles paraît l'acmé de l'effacement d'une société, de son histoire.

Comment est-il possible de contribuer à la préservation de ce patrimoine ?

Il peut sembler, face à l'ampleur des événements, du nombre de victimes, de l'état d'arasement de nombreux quartiers, que notre travail soit dérisoire. Pourtant nous sommes convaincus qu'il faut continuer à parler de Gaza, à contribuer par nos disciplines, notre travail, à faire connaître son histoire, inscrite dans son territoire. L'inventaire du patrimoine est la colonne vertébrale du projet, mais de nombreuses autres initiatives ont eu lieu, comme le cycle de conférences⁽¹⁰⁾ « Gaza, 4000 ans d'histoire », qui s'est tenu dans des locaux universitaires au printemps 2025. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises dans les médias ou sous forme de podcasts⁽¹¹⁾, et participons à des séminaires ou des conférences.

Il faut poursuivre les activités de recherche et de sauvegarde, faire connaître plus largement au grand public l'histoire et la richesse patrimoniale de cette région. En 2001, lorsque les talibans au pouvoir en Afghanistan ont décidé de détruire les statues géantes de bouddhas à Bamiyan, ce fut un tollé général et il en fut de même lors de la destruction de la cité de Palmyre en Syrie, par l'Etat islamique. Nous aimerais que le même écho soit donné aux destructions à Gaza. Car c'est bien l'humanité qui est perdante, avec la disparition de ce patrimoine. ●

**Propos recueillis par Catherine Choquet,
membre du comité de rédaction de D&L**